



Procès-verbal de l'assemblée communale

Salle polyvalente de Le Pâquier – Lundi 23 mai 2022, à 20.00 heures

<u>Présidence</u>	Nicolas Gremaud, Syndic
<u>Présents</u>	49 personnes + Madame Maya Perroud, apprentie à l'Administration communale, puis 50 personnes par l'arrivée d'un nouveau citoyen dès le pt 5 de l'ordre du jour
<u>Excusée</u>	Mesdames Chantal Sottas, Denise Firmann et Gabrielle Gremaud
<u>Scrutateurs</u>	Messieurs Cédric Fragnière et Fabien Renevey
<u>Secrétaire</u>	Jean-Claude Duriaux, Secrétaire général

LISTE DES OBJETS A TRAITER

- 1. Approbation du procès-verbal de la dernière assemblée communale du lundi 13.12.2021 : celui-ci est à la disposition des personnes intéressées au bureau communal et peut être consulté sur le site internet : www.lepaquier.ch**
- 2. Comptes 2021**
 - 2.1 Présentation
 - 2.2 Rapport de la Commission financière sur la base de l'organe de révision
 - 2.3 Approbation
- 3. Approbation de la création d'une nouvelle corporation forestière en Gruyère (statuts - clef de répartition et de péréquation - investissements)**
- 4. Approbation de la modification des statuts du Réseau Santé et Social de la Gruyère (RSSG)**
- 5. Approbation de la modification des statuts de l'Association des Ambulances du Sud fribourgeois – Association Secours sud fribourgeois**
- 6. Information sur les modifications relatives aux directives (horaires et tarifs) de l'accueil extrascolaire (AES)**
- 7. Divers**



Au nom du Conseil communal, le Président souhaite la bienvenue aux citoyennes et citoyens à cette assemblée communale qui, en application des dispositions de la loi sur les communes, a été régulièrement convoquée par annonce dans la Feuille officielle du canton de Fribourg, par affichage au pilier public et par une convocation adressée en circulaire tous ménages, le tout au moins 10 jours à l'avance. Il précise que l'assemblée sera enregistrée pour faciliter la rédaction du procès-verbal (cf art. 12 al. 1 du règlement d'exécution de la loi sur les Communes du 28 décembre 1981).

Le Président indique que les objets figurant à l'ordre du jour sont affichés à l'écran. Les documents relatifs à ces objets étaient à disposition jusqu'à ce jour à l'administration communale.

Le Président demande si quelqu'un a une remarque à formuler quant à la convocation ou à l'ordre du jour. Cela n'étant pas le cas, il considère l'ordre de jour comme accepté et les objets seront donc traités selon l'ordre proposé.

Le Président s'enquière aussi de savoir si des personnes présentes dans la salle ne sont pas citoyennes ou citoyens actifs de notre Commune. Madame Maya Perroud, apprentie à l'Administration communale, s'annonce. Le scrutateur concerné tiendra compte de cette personne qui n'a pas le droit de vote. Le Président déclare que l'Assemblée peut ainsi délibérer valablement.

Le Président excuse Mesdames Chantal Sottas, Denise Firmann et Gabrielle Gremaud.

Le Président nomme ensuite Messieurs Cédric Fragnière et Fabien Renevey en qualité de scrutateurs en leur désignant leur secteur respectif. Il leur rappelle que leur tâche consiste à compter les personnes présentes aux rangées qui leur sont assignées et de communiquer, à haute voix au Secrétaire général, les résultats des oui et des non issus des votes. Il rappelle aussi que les membres du Conseil communal ne sont pas habilités à voter les comptes. Il leur précise encore qu'ils font partie du bureau de l'Assemblée communale avec les membres du Conseil communal. Le Président les remercie pour leur collaboration.

Le Président demande également aux personnes qui veulent prendre la parole lors de cette Assemblée de se lever et de se présenter en indiquant leur nom et prénom.

1. Approbation du procès-verbal de la dernière assemblée communale du lundi 13.12.2021

Ce dernier était à la disposition des intéressés à l'Administration communale et sur le site internet de la Commune. Le Président demande si quelqu'un souhaite faire une observation à propos de sa rédaction ou de son contenu.

Constatant que tel n'est pas le cas, il considère ce procès-verbal comme accepté et remercie Monsieur Jean-Claude Duriaux, Secrétaire, pour la transcription conforme des avis exprimés.



2. Compte 2021

Le Président passe la parole à Laurence Corminboeuf, Conseillère communale en charge des finances, qui présente les principaux résultats des comptes de fonctionnement puis d'investissements 2021.

2.1. Présentation

Laurence Corminboeuf présente les comptes de fonctionnement 2021 en rappelant que ces comptes, les derniers établis selon le plan comptable MCH1, ont été acceptés par le Conseil communal en date du 11 avril 2022 et présentés à la Commission financière le 27 avril 2022. Elle informe que le résultat se solde par un bénéfice de CHF 500'085.75 après la constitution d'une provision pour pertes sur débiteurs de CHF 90'000.-- alors que le budget prévoyait un déficit de CHF 187'900.--. Ce bon résultat est dû essentiellement aux rentrées fiscales plus importantes que prévues tant pour l'impôt sur le revenu que pour les impôts irréguliers (gains immobiliers, mutations). Elle relève que le Covid a impacté les charges à la baisse dans, par exemple, le domaine de l'école et de l'AES. Les charges liées ont également été influencées à la baisse. La dette par habitant au 31.12.2021 est de CHF 1'000.--.

	Comptes 2021		Budget 2021		Comptes 2020	
	Charges	Revenus	Charges	Revenus	Charges	Revenus
Administration	749'752.10	41'857.90	769'400.00	19'900.00	715'664.15	36'992.60
Ordre public	105'975.05	77'946.10	115'000.00	54'000.00	108'697.75	64'844.20
Enseignement et formation	1'673'977.00	128'464.40	1'735'500.00	103'100.00	1'593'567.40	85'588.85
Culte, culture et loisirs	218'809.90	30'247.80	250'300.00	23'800.00	220'106.00	15'518.90
Santé publique	516'212.00	3'571.00	522'700.00	4'500.00	520'235.60	3'598.00
Affaires sociales	614'837.95	1'336.60	643'100.00	1'400.00	606'062.54	1'335.20
Transports et communications	990'212.20	473'770.05	881'000.00	433'000.00	746'185.81	323'191.30
Protection et aménagement de l'environnement	804'938.45	670'734.40	760'700.00	632'600.00	816'414.15	655'189.35
Economie	55'212.05	462.00	62'400.00	500.00	64'496.60	462.00
Finances et impôts	649'534.00	5'451'156.20	526'900.00	4'806'300.00	737'491.93	5'812'712.44
Total des charges	6'379'460.70		6'267'000.00		6'128'921.93	
Total des produits		6'879'546.45		6'079'100.00		6'999'432.84
Résultat	500'085.75			187'900.00	870'510.91	

Laurence Corminboeuf présente ensuite les principales différences entre le résultat des comptes 2021 et le budget.



Administration :



0. Administration

Comptes 2021		Budget 2021	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
749'752.10	41'857.90	769'400.00	19'900.00

❖ Conseil communal	+ CHF 12'363.00
❖ Personnel administratif	+ CHF 6'569.00
❖ Entretien-Rénovation	+ CHF 6'792.00
❖ Revenus : Remboursement triage	+ CHF 19'202.00

Le Conseil communal a tenu plus de séances en raison principalement du projet du Parc du Chèrvi.

Entretien-Rénovation : le bâtiment administratif a nécessité la pose d'une ventilation contre l'humidité au sous-sol.

Le remboursement des travaux de secrétariat du triage forestier du Moléson s'élèvent quant à eux à CHF 27'202.00 au lieu de CHF 8'000.—prévus au budget.



Ordre public :



1. Ordre public

Comptes 2021		Budget 2021	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
105'975.05	77'946.10	115'000.00	54'000.00

❖ Revenus : CSPI Grevîre 2020	+ CHF 19'560.00
❖ Frais d'intervention	- CHF 5'401.00

Enseignement et formation :



2. Enseignement et formation

Comptes 2021		Budget 2021	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
1'673'977.00	128'464.40	1'735'500.00	103'100.00

❖ Activités culturelles et sportives	- CHF 9'257.00
❖ Frais de transport	- CHF 20'000.00
❖ Part fonctionnement cercle scolaire	+ CHF 18'582.00
❖ AES traitement du personnel	- CHF 8'233.00

Comme expliqué en introduction, le Covid a empêché le déroulement de certaines activités scolaires.



Culte, culture et loisirs :



3. Culte, culture et loisirs

Comptes 2021		Budget 2021	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
218'809.90	30'247.80	250'300.00	23'800.00

- ❖ Conservatoire - CHF 9'207.00
- ❖ Entretien des places + CHF 3'482.00
- ❖ Salle polyvalente, employés cnaux - CHF 25'330.00
- ❖ Frais de chauffage et éclairage - CHF 3'195.00

Santé publique :



4. Santé publique

Comptes 2021		Budget 2021	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
516'212.00	3'571.00	522'700.00	4'500.00

- ❖ Homes médicalisés, participation aux soins spéciaux - CHF 2'347.00



Affaires sociales :



5. Affaires sociales

Comptes 2021		Budget 2021	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
614'837.95	1'336.60	643'100.00	1'400.00

- ❖ Subventions aux crèches-garderies - CHF 22'723.00
- ❖ Subventions aux mamans de jour - CHF 4'383.00
- ❖ Aide institutions spécialisées + CHF 4'721.00

La diminution des charges est due à des charges liées moins importantes.

Transports et communication :



6. Transports et communication

Comptes 2021		Budget 2021	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
990'212.20	473'770.05	881'000.00	433'000.00

- ❖ Achat machines + CHF 6'476.00
- ❖ Déblaiement et protection hivernale + CHF 11'999.00
- ❖ Signalisation et marquage - CHF 9'686.00
- ❖ Routes, imputation employés cnaux + CHF 36'129.00

L'augmentation du poste « Routes, imputation employé cnaux » est surtout due à des heures supplémentaires effectuées qui sont passées en passif transitoire.

Laurence Corminboeuf précise que toutes les imputations internes correspondent au budget global prévu pour les employés communaux dont les heures sont réparties dans les différents dicastères.



6. Transports et communication

Comptes 2021		Budget 2021	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
990'212.20	473'770.05	881'000.000	433'000.00

- ❖ Entretien hangar + CHF 4'386.00
- ❖ Hangar, imputation employéscnaux + CHF 13'090.00
- ❖ Réparation véhicules + CHF 9'423.00
- ❖ Amortissement véhicules + CHF 11'551.00

Protection et aménagement de l'environnement :



7. Protection et aménagement de l'environnement

Comptes 2021		Budget 2021	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
804'938.45	670'734.40	760'700.00	632'600.00

- ❖ Approvisionnement eau potable couverture 108.42%
- ❖ Entretien-rénovation des installations - CHF 31'130.00
- ❖ Attribution à la réserve obligatoire + CHF 15'859.00

Approvisionnement eau potable : un nouveau règlement va être élaboré.
Entretien-rénovation des installations : n'a pas été effectué.



7. Protection et aménagement de l'environnement

Comptes 2021		Budget 2021	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
804'938.45	670'734.40	760'700.00	632'600.00

❖ Protection des eaux	couverture 191.18%
❖ Entretien des installations	- CHF 24'569.00
❖ Attribution à la réserve	+ CHF 55'139.00
❖ Revenus: taxes raccordement	+ CHF 27'855.00
❖ Gestion des déchets	couverture 72.51%
❖ Cimetière, imputation employés cnaux	+ CHF 21'800.00

Entretien des installations : n'a pas été réalisé dans sa totalité.

Gestion des déchets : ce chapitre est déficitaire. Le taux de couverture obligatoire est de 70%. Un nouveau règlement de la gestion des déchets est en cours d'élaboration.

Cimetière : l'augmentation des imputations est due à des travaux de réparation du mur du cimetière.

Economie :



8. Economie

Comptes 2021		Budget 2021	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
55'212.05	462.00	62'400.00	500.00

❖ Tourisme, imputation employés cnaux	- CHF 5'000.00
---------------------------------------	----------------



Finances et impôts :



9. Finances et impôts

Comptes 2021		Budget 2021	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
649'534.00	5'451'156.20	526'900.00	4'806'300.00

Revenus:

- ❖ Impôt sur les gains immobiliers + CHF 49'607.00
- ❖ Impôt sur les mutations + CHF 152'740.00
- ❖ Impôts rappelés (revenu/fortune) + CHF 19'710.00



9. Finances et impôts

Comptes 2021		Budget 2021	
Charges	Revenus	Charges	Revenus
649'534.00	5'451'156.20	526'900.00	4'806'300.00

- ❖ Impôt sur le revenu (années ant.) + CHF 290'824.00
- ❖ Impôt sur la fortune (années ant.) + CHF 70'933.00

Charges :

- ❖ Pertes sur débiteurs + CHF 113'643.00

Pertes sur débiteurs : une provision de CHF 90'000.—est comprise. Les provisions s'élèvent donc au total à CHF 320'000.— au 31.12.2021.



Laurence Corminboeuf présente ensuite les investissements 2021 indiqués dans les diapositives ci-dessous. Elle précise que plusieurs chantiers n'ont pas démarré et le versement pour l'achat du terrain En Crêta n'a pas été effectué en 2021, car le permis de construire faisait l'objet de recours.



Investissements

	Comptes 2021		Budget 2021	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Administration				
Parc du Chèrvi, crédit d'étude pour avantprojet	69'456.00		80'000.00	
Culte, culture et loisirs				
Salle polyvalente, rénovation	139'339.00		180'000.00	
Transports et communications				
Route de Gruyères, mesuresValtraloc, crédit d'étude	23'605.00		34'000.00	
Subventions fédérales (améliorations foncières, route des Chavonnes, route de Pra-Jouli, chemin de l'Entraide)				45'000.00
Subventions cantonales (améliorations foncières, route des Chavonnes, route de Pra-Jouli, chemin de l'Entraide)				46'000.00
Protection-aménagement environnement				
Approvisionnement en eau potable				
Taxe de raccordement		4'000.00		



Investissements

	Comptes 2021		Budget 2021	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Protection des eaux				
Rue des Mésanges, assainissement canalisations eaux usées-eaux claires	400.00		160'000.00	
Correction des eaux et endiguements				
Ruisseau des Morands, remise à ciel ouvert	15'791.00		380'000.00	
Subventions fédérales, ruisseau desMorands				133'000.00
Subventions cantonales, ruisseau desMorands				171'000.00
Ruisseau du chèrvi (projet JPF), remise à ciel ouvert	2'686.75		315'000.00	
Ruisseau du Chèrvi, remise à ciel ouvert, PART JPF		2'686.75		204'750.00
Subventions cantonales, ruisseau duChèrvi (projet JPF)				110'250.00
Aménagement du territoire				
PAL, plan d'aménagement local, modifications	169.00			



Investissements

	Comptes 2021		Budget 2021	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Finances et impôts				
Immeubles/terrains du patrimoine financier				
En Crêta, vente de terrain				1'022'000.00
Total des dépenses	251'446.75		1'149'000.00	
Total des recettes, subventions et participations		6'686.75		1'732'000.00
Investissements nets		244'760.00	583'000.00	

Laurence Corminboeuf passe en revue ensuite les éléments significatifs du budget des **investissements terminés en 2021**.

Investissements terminés en 2021

	Budget voté		Coût final		Résultat / différence
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
Réfection route des Rounè (budget 2019)	480'000.00		441'500.00		-38'500.00



Le Président remercie Laurence Corminboeuf de sa présentation et Janick Vega pour la préparation de ces comptes.

2.2 Rapport de la Commission financière sur la base de l'organe de révision

M. Didier Tornare lit le rapport de la Commission financière :

"En qualité d'organe de révision et selon les articles 98d et 98e de la loi sur les communes, la société Multifiduciaire Fribourg SA a effectué, sur mandat du Conseil Communal, l'audit des comptes annuels (bilan, compte de fonctionnement, compte d'investissements et annexes du bilan) en date des 28 et 29 mars 2022, pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021.

Lors de la séance des comptes 2021, en date du 27 avril dernier, la Commission financière a pris connaissance de cet audit ainsi que des explications complémentaires données par Mme Janick Vega, boursière communale et Mme Laurence Corminboeuf, Conseillère communale responsable des finances.

Il ressort principalement de cet audit que les règles relatives à la présentation des comptes, les décisions significatives en matière d'évaluation ainsi que la tenue des comptes dans leur ensemble sont effectuées de manière correcte.

Il apparaît également que les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021 sont conformes aux dispositions de droit public en matière de tenue des comptes communaux.

En conséquence, la Commission financière propose à l'assemblée d'accepter les comptes tels qu'ils vous sont présentés et d'en donner décharge au Conseil communal.

Nous tenons à remercier Mme Janick Vega, boursière communale, pour l'excellente tenue des comptes ainsi que pour les explications détaillées données lors de la séance de la Commission financière du 27 avril dernier."

2.3 Approbation

Le Président donne la parole à l'Assemblée.

Mme Antoinette Badoud demande pourquoi le projet de la mise à ciel ouvert du ruisseau des Morands semble stagner malgré qu'un crédit a été accepté.

Sébastien Meloni répond que le bureau d'étude a pris du retard, mais que la mise à l'enquête publique de ce projet aura lieu très prochainement. Par contre, les travaux démarreront certainement qu'au printemps 2023.



M. Francis Thiébaud demande des précisions quant à la situation des pertes sur débiteurs.

Laurence Corminboeuf répond que CHF 23'000.— correspondent aux pertes réelles et que CHF 90'000.— est une provision pour de futures pertes. Celle-ci est nécessaire, car de plus en plus de demandes d'arrangements de paiements nous sont adressées, ce qui laisse présager quelques difficultés de recouvrement à l'avenir.

Le Président informe que le Conseil communal va mandater une société de recouvrement pour récupérer les pertes de débiteurs partis à l'étranger.

M. Michel Chassot transmet sa satisfaction relative aux travaux de réparation qui ont été faits au mur du cimetière.

Le Président soumet ce point de l'ordre du jour au vote. Il rappelle que les membres du Conseil communal ne peuvent pas voter les comptes. Par contre, la Caissière communale, Janick Vega, et le Secrétaire général, Jean-Claude Duriaux, ont le droit de voter.

Décision : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité les comptes de fonctionnement et d'investissements 2021.

Le Président remercie l'Assemblée pour la confiance témoignée.

3. Approbation de la création d'une nouvelle corporation forestière en Gruyère (statuts - clef de répartition et de péréquation - investissements)

Le Président donne la parole à Sébastien Meloni, Conseiller communal en charge des forêts pour la présentation de ce point.

En introduction, Sébastien Meloni rappelle que le 18 décembre 2007, dans cette même salle, le Conseil communal présentait aux 50 citoyens présents à l'assemblée communale la création de la corporation du Triage forestier Moléson. Déjà à cette époque, le Conseil communal était convaincu que d'unir ses forces permettrait une meilleure gestion et exploitation de nos forêts.

Ce jour-là, avec un très fort soutien (49 oui et une abstention), l'Assemblée communale donnait son accord pour la création d'une nouvelle corporation forestière. Celle-ci regroupait pour la gestion et l'exploitation des forêts les communes de Gruyères, le Pâquier ainsi que l'Etat de Fribourg (pour les forêts domaniales des Combes et de Chésalles).

Lors d'une nouvelle étape le 18 décembre 2018, nos citoyens validaient l'adhésion de la commune de Morlon au Triage forestier Moléson. A deux reprises, presque tous les citoyens de notre Commune ont fait confiance au Conseil communal. Le bilan que nous pouvons tirer de près de 14 ans d'exploitation du Triage forestier Moléson n'est que positif !



Toutefois, aujourd'hui de nouveaux défis se présentent à nous. Les changements climatiques accompagnés d'événements extrêmes sont toujours plus fréquents. L'économie et le marché du bois fluctuent fortement. Les habitudes de loisirs de la société fait que nos forêts doivent être entretenues sous la pression d'un public toujours plus nombreux et exigeant. C'est pourquoi, pour permettre à nos forestiers de relever tous ces défis, 7 communes et l'Etat de fribourg ont décidé de se rapprocher et de s'unir pour créer une nouvelle corporation forestière plus grande.

Sébastien Meloni présente ensuite ce projet de nouvelle corporation en parcourant les diapositives ci-dessous.



Quels sont les défis qui attendent nos forêts ?

- ⇒ Changement climatique
- ⇒ Extrêmes climatiques plus fréquents
- ⇒ Fluctuation du marché du bois
- ⇒ Modification des attentes de la société et pression du public (p.ex. Covid)
- ⇒ Perte de la biodiversité
- ⇒ Plantes envahissantes
- ⇒ Pression de la faune



Avantages pour les communes

«Se regrouper pour être plus fort face aux nombreux défis qui attendent nos forêts.»

- ⇒ Rationnaliser les travaux
- ⇒ Partenaire de poids pour la commercialisation du bois
- ⇒ **Plus de réactivité face à de grosses tempêtes (juin 2021)**
- ⇒ Rationnaliser les moyens techniques
- ⇒ Plus de flexibilité pour la réalisation des travaux en fonction des saisons
- ⇒ **Améliorer le résultat financier des exploitations forestières**



Force de la nouvelle corporation

- ⇒ La **grande diversité de forêt** permet de faciliter la réalisation de travaux à toute saison
- ⇒ Les forestiers collaborent afin de trouver les solutions les plus adéquates aux différentes situations
- ⇒ **Partage de connaissances** et soutien notamment lors des changements de personnes (départ à la retraite, absences, ...)



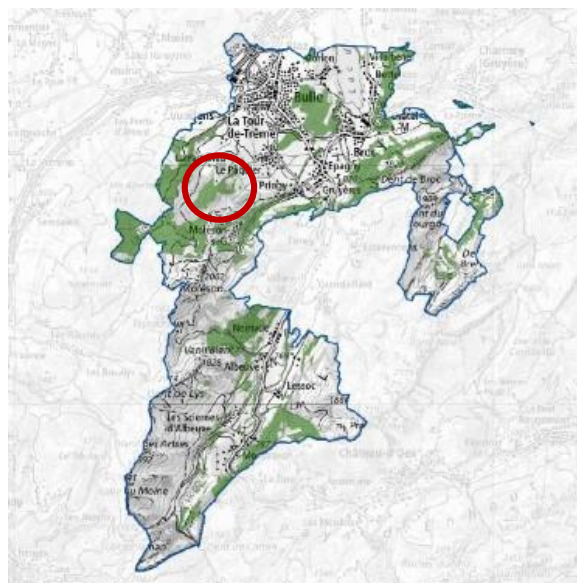
Statuts

- ⇒ Statuts standards avec nom, but, siège, ...
- ⇒ Composition :
 - Assemblée des délégués (Le Pâquier = 2 membres)
 - Comité = 1 membre par propriétaire (Le Pâquier = 1 membre)
 - Bureau du comité
- ⇒ Clé de répartition
- ⇒ Péréquation des charges
- ⇒ Fonds de gestion et emprunts possibles
- ⇒ Personnel
- ⇒ Dispositions finales et annexes



Communes concernées et Etat FR

- ⇒ Broc
- ⇒ Botterens
- ⇒ Gruyères
- ⇒ Morlon
- ⇒ Le Pâquier
- ⇒ Bulle
- ⇒ Haut-Intyamont
- ⇒ Etat de Fribourg





Chiffres importants

- ⇒ Surface forestière totale, sans les réserves : 3'058 hectares
- ⇒ 7 Communes et l'Etat de Fribourg

Surface forestière		Botterens	Broc	Bulle	Gruyères	Haut-Intyamon	Le Pâquier	Morlon	Etat de Fribourg	Total
forêt productive	(ha)	93	429	657	425	904	97	142	311	3'058
... dont < 1'400 m d'altitude	(ha)	89	357	656	414	808	97	99	291	2'811



Péréquation des charges → facteur habitants

- ⇒ La fonction d'accueil engendre de gros coûts pour les communes :
 - Entretien des places de pique-nique
 - Coupes de sécurité
 - Mesures de sécurités supplémentaires lors des coupes de bois
- ⇒ Les communes disposant de beaucoup d'habitants financent d'avantage la corporation afin de conserver cette fonction
- ⇒ La Commune de Le Pâquier compte peu d'habitants
- ⇒ **Montant pour la Commune de Le Pâquier : CHF 5'028.- (CHF 6.-/habitant)**
- ⇒ *Montant pour la Commune de Bulle : CHF 143'472.-*



Péréquation des charges → facteur pente

⇒ La pente est un facteur qui augmente le coût des exploitations forestières, plus les forêts des communes sont pentues, plus ces dernières sont pénalisées par ce facteur :

Exploitations par câbles grues
Exploitation par hélicoptères
Bûcheronnage en terrains difficiles

⇒ Haut-Intyamou : Pente moyenne des forêts 74.6%

⇒ Le Pâquier : Pente moyenne des forêts 33.8%

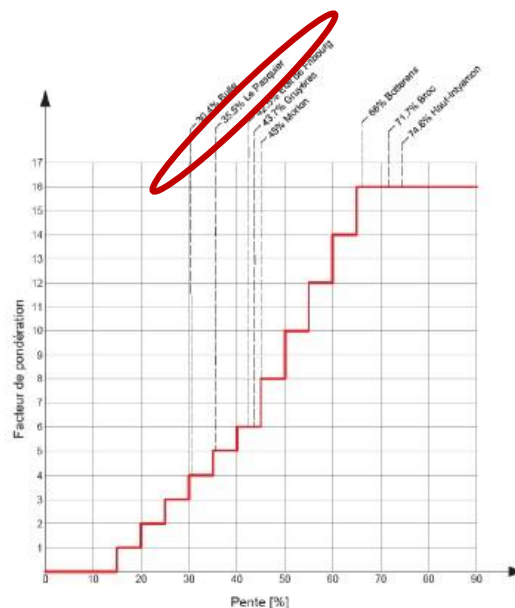
⇒ Bulle : Pente moyenne des forêts 30.4%

⇒ **Le Pâquier : participation selon la pente : CHF 1'940.-**

⇒ *Haut-Intyamou : participation selon la pente : CHF 72'320.-*



Pente des forêts selon les communes





Clé de répartition → surfaces forestières

- ⇒ Plus les propriétaires de la corporation disposent de grande surfaces forestières, plus ils participent aux coûts d'entretiens des forêts, (forêts en dessous de 1'400 m d'altitude)
- ⇒ Le Pâquier : 97 hectares
- ⇒ La Commune de Le Pâquier aurait **3.813%** des frais et de recettes à sa charge

Surface forestière		Botterens	Broc	Bulle	Gruyères	Haut-Intyamon	Le Pâquier	Morlon	Etat de Fribourg	Total
forêt productive	(ha)	93	429	657	425	904	97	142	311	3'058
... dont < 1'400 m d'altitude	(ha)	89	357	656	414	808	97	99	291	2'811



Péréquation des charges Clé de répartition récapitulatif

- ⇒ En prenant en considération les points suivants :
 - Petite superficie de forêt
 - Faible nombre d'habitants
 - Faible pente des forêts



- ⇒ Montant **contribution** : CHF 6'968.- (charges)
- ⇒ Montant **péréquation** : CHF 13'863.- (recettes)
- ⇒ Si résultat équilibré de la corporation : CHF 6'895.- de recettes/an

Résultat de la péréquation des charges	Botterens	Broc	Bulle	Gruyères	Haut-Intyamon	Le Pâquier	Morlon	Etat de Fribourg	Total
Contribution totale A+B	8'460	47'292	156'612	22'980	78'848	6'968	5'118	37'330	363'608
Répartition des entrées selon C+D	12'870	46'149	83'279	53'228	102'154	13'863	14'112	37'954	363'608
Résultat A + B + C + D	4'410	-1'143	-73'333	30'248	23'306	6'895	8'994	624	0



Résumé : péréquation des charges et clé de répartition par membres

Facteurs	Botterens	Broc	Bulle	Gruyères	Haut-Intyamon	Le Pâquier	Morlon	Etat de Fribourg	Total
Surface forestière									
forêt productive (ha)	93	429	657	425	904	97	142	311	3'058
... dont < 1'400 m d'altitude (ha)	89	357	656	414	808	97	99	291	2'811
Péréquation des charges									
A Facteur social - Contribution annuelle									
		CHF 6 par habitant				marge libre: 500 habitants			
Population selon annuaire statistique	670	2'662	24'412	2'205	1'588	1'338	643		33'518
Nombre d'habitants sans la marge libre	170	2'162	23'912	1'705	1'088	838	143		30'018
Montant (nombre x CHF/nb.)	(CHF) 1'020	12'972	143'472	10'230	6'528	5'028	858	28'000	208'108
B Forêt de forte pente - Contribution annuelle									
		CHF 5 par facteur							
Pente moyenne des forêts %	66.0	71.7	30.4	43.7	74.6	33.8	45.0	42.5	54.7
Valeur de pondération (1 à 16)	16	16	4	6	16	4	6	6	
Facteur surf. prod. x pente pondérée	1'488	6'864	2'628	2'550	14'464	388	852	1'866	
Montant (facteur x CHF)	(CHF) 7'440	34'320	13'140	12'750	72'320	1'940	2'260	9'330	155'500
Clé de répartition									
C Socle									
	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	4%
D Clé de répartition (surf. prod. < 1'400 msm)									
	3.039%	12.192%	22.403%	14.139%	27.594%	3.313%	3.381%	9.938%	96%
Part total: socle + surface productive	3.539%	12.692%	22.903%	14.639%	28.094%	3.813%	3.81%	10.438%	100%
Résultat de la péréquation des charges									
Contribution totale A+B	8'460	47'292	156'612	22'980	78'848	6'968	5'118	37'330	363'608
Répartition des entrées selon C+D	12'870	46'149	83'279	53'228	102'154	13'863	14'112	37'954	363'608
Résultat A + B + C + D	4'410	-1'143	-73'333	30'248	23'306	6'895	8'994	624	0



Fond de roulement

- ⇒ La création de la future corporation forestière exige un **capital de départ**
- ⇒ Selon estimation capital d'environ CHF 3.6 mio (à affiner une fois les statuts acceptés par les membres)
- ⇒ **Financements : Communes (50%) et emprunt au Canton (50%)** par la corporation
- ⇒ But de ce fond : payer les nombreux frais propres à ses missions et à la construction future de bâtiment
- ⇒ Environ CHF 1.8 mio à se répartir selon la clé de répartition (Le Pâquier 3.813%).

Sébastien Meloni précise que l'investissement de départ que devra faire notre Commune dans la nouvelle structure sera entièrement financé par la répartition des fonds qui fera suite à la future dissolution du Triage forestier Moléson. En effet, ce Triage dispose de fonds auxquels notre Commune a droit selon une clef de répartition.



Fond de roulement

Fonds de roulement		Montant	Précisions
Capital pour bâtiments, matériel, machines, véhicules		2'500'000	Essentiellement reprise d'infrastructures et d'équipements des unités de gestion actuelles.
Capital pour le lancement de l'entreprise		1'215'000	Pour paiements courants; 1/3 des dépenses budgétées pour le premier exercice
Coûts de création/fondation		100'000	Coûts uniques
Subsides cantonaux		-160'000	
Total		3'655'000	
Capital de départ des partenaires	50%	1'827'500	ressources liquides au minimum au niveau du crédit d'investissement demandé
Crédit d'investissement du canton	50%	1'827'500	Le canton ici comme autorité publique et pas comme partenaire du processus



Agenda

- ⇒ Vote des statuts, de la clé de répartition et de la péréquation et des montants d'investissement par les assemblées communales
(déjà acceptés par Broc, Botterens, Gruyère, Haut-Intyamont, Morlon)
- ⇒ Juin 2022, Bilan des communes et de l'Etat FR
- ⇒ **Mise en route du processus, estimation concrète des reprises**
- ⇒ Dénonciation des contrats et signatures des nouveaux...
- ⇒ **Début de la nouvelle structure le 01.01.2023**

Vote :

Le Président donne la parole à l'Assemblée.

Mme Gisèle Bossel demande ce qu'advierait ce projet si la commune de Bulle le refuse.

Sébastien Meloni répond qu'une commune peut continuer à exploiter seule ses forêts si les critères fixés par l'Etat sont respectés (superficie minimum, etc.). Il précise qu'une commune comme Le Pâquier ne dispose pas d'une superficie de forêts suffisante pour rester indépendante. L'Etat l'obligerait à s'allier à une autre commune.

Mme Denise Sonney remercie le Triage forestier du Moléson d'avoir effectué la réfection du chemin des Grenouilles.

Le Président soumet ensuite ce point de l'ordre du jour au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité la création d'une nouvelle corporation forestière en Gruyère.

Le Président remercie l'Assemblée de la confiance.



4. Approbation de la modification des statuts du Réseau Santé et Social de la Gruyère (RSSG)

Le Président passe la parole à Claude Pasquier, Conseiller communal en charge de la santé et des affaires sociales.

Claude Pasquier rappelle que les modifications des statuts du Réseau Santé et Social de la Gruyère ont été dictées d'une part, par l'adoption du nouveau plan comptable MCH2, à l'instar de l'ensemble des communes fribourgeoises et de leurs associations, conformément à la loi du 22 mars 2018 sur les finances communales. Celle-ci impliquait en outre, l'instauration d'un nouveau règlement des finances, ainsi que d'une commission financière issue des élus(es) des communes membres.

D'autre part, ces modifications prennent en considération la mise en place d'une commission des prestations médico-sociales, en application de l'art. 13 de la loi du 12 mai 2016 sur lesdites prestations et de son règlement.

Enfin, le Réseau Santé et Social de la Gruyère, comme l'ensemble du canton, doit aujourd'hui faire face à l'évolution démographique qui selon la projection Horizon 2030 prévoit le doublement des personnes âgées de plus 65 ans d'ici 2035. Aussi, pour répondre au besoin sans cesse grandissant du nombre de places d'accueil au sein des EMS, l'assemblée des délégués du 13 octobre 2021 a approuvé les nouvelles constructions de Charmey, Pringy, Sorens et Vuadens, lui permettant d'atteindre l'objectif de 601 places d'accueil nécessaires à l'horizon 2030.

Budgétées à 142 millions, ces investissements dépassent cependant les limites d'emprunt de 80 millions initialement inscrites dans les statuts et contraignent le RSSG à adapter ceux-ci en conséquence.

Les slides qui suivent montrent un comparatif entre la version des statuts datant de 2018 (à gauche de la diapositive) et ceux de 2022 qui sont soumis à l'approbation de l'Assemblée et dont les modifications sont inscrites en rouge.

Au chapitre II Organes de l'association, l'Art. 7 traitant des organes de l'association, comporte désormais les deux commissions citées précédemment, à savoir sous la lettre c, la commission des prestations médico-sociales et sous la lettre f, la commission financière.

Une modification mineure concerne l'Art. 10 sur le mode de convocation de l'assemblée des délégués(a) dont le délai a été raccourci et porté à 10 jours à l'avance au lieu des 20 jours de la version précédente.

L'Art. 11 fait état des attributions de cette assemblée et prévoit désormais (lettre d) que celle-ci élise le président et les membres de la commission des prestations médico-sociales ; et sous la lettre g, les membres de la commission financière après en avoir fixé le nombre.

Sous lettre h) bis, elle exerce les autres attributions de nature financière conformément à la législation sur les finances communales (LFCo).

Enfin sous la lettre i, elle vote des dépenses nouvelles, des crédits supplémentaires qui s'y rapportent ainsi que de la couverture de ces dépenses.

Les dépenses nouvelles remplacent ici les dépenses d'investissement inscrites dans la version de 2018. Dans l'Art. 16, avec l'instauration de la commission financière, le comité de direction(b) se voit retiré deux compétences qui lui étaient attribuées soit sous la lettre f, la décision sur des dépenses



imprévisibles et urgentes, et sous la lettre g, l'engagement de l'association pour les opérations immobilières jusqu'à CHF 200'000.00 par année.

L'Art. 19 précise les attributions de la commission des prestations médico-sociales à savoir :

1. En application de l'art. 13 de la loi du 12 mai 2016 sur les prestations médico-sociales et son règlement, la commission des prestations médico-sociales, nommée à titre consultative, soutient l'association en particulier dans ses tâches en lien avec l'élaboration du plan de couverture des besoins et la coordination des prestations médico-sociales.
2. L'Association définit les autres tâches de la commission. S'agissant là d'une nouvelle commission, toute la numérotation des articles s'en trouve de facto décalée.

Sous l'Art. 25 se trouve la composition de la commission financière avec au point 1 :

1. La commission financière est composée d'au moins trois membres, élus par l'assemblée des délégués.
2. Elle désigne son président et son secrétaire. Ce dernier peut être choisi en dehors de la commission.
3. Elle ne peut prendre de décisions que si elle a été régulièrement convoquée et si la majorité de ses membres sont présents. Les délibérations font l'objet d'un procès-verbal.

L'art 26 quant à lui traite de ses attributions qui sont les suivantes :

1. La commission financière exerce les attributions qui lui sont fixées par la législation sur les finances communales conformément à l'article 72 LFCo. En outre, elle préavise le règlement des finances.
2. Le comité fournit à la commission financière, au moins vingt jours avant l'assemblée des délégués, les documents relatifs aux affaires énumérées à l'article 67 al. 1 LFCo et lui donne les renseignements nécessaires à l'exercice de ses attributions.
3. Le rapport et les préavis de la commission financière sont communiqués au comité au moins trois jours avant l'assemblée des délégués.

Au chapitre III Révision des comptes, Art. 28, l'organe de révision est élu par l'assemblée des délégués, ceci sur proposition de la commission financière.

Cet organe s'assurera en outre selon l'Art 29 que la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la législation sur les finances communales contrairement à la précédente version qui faisait référence à la Loi sur les communes et son règlement d'exécution.

Enfin, comme il a été évoqué dans le préambule, chapitre IV Finances, l'Art. 33 prévoit au point 1 que l'association peut contracter les emprunts nécessaires aux frais de construction, de transformation et à d'autres investissements jusqu'à concurrence de 140 millions de francs, en lieu et place des 80 millions initialement prévus.

Pour entrer en vigueur et conformément au chapitre VI Dissolution, Sortie et Modifications des statuts, l'Art. 38 précise que toute modification essentielle des statuts au sens de l'art. 113 al. 1 de la Loi sur les communes n'est possible qu'avec l'accord des $\frac{3}{4}$ des communes, dont la population représente les $\frac{3}{4}$ de toutes les communes membres.




Cette entrée en vigueur est fixée au 1^{er} janvier 2022 selon l'Art. 39 des statuts, chapitre VII Dispositions Finales.

Pour terminer, l'Art. 40 mentionne l'abrogation et le remplacement des précédents statuts adoptés le 14 juin 2018.

Claude Pasquier invite dès lors l'Assemblée à approuver ces modifications de statuts tels qu'ils ont été présentés afin de permettre au RSSG de faire face au défi qui sera le sien au cours de ces prochaines années. Il remercie l'Assemblée de son attention et précise encore que la charge à venir par habitant se montera à CHF 42.-- alors qu'elle est de CHF 17.90 actuellement. La participation des communes aux frais financiers (amortissements et intérêts) progressera de manière linéaire de CHF 5'482.- en 2022 à CHF 13'5749.- en 2029 et à CHF 16'2411.- en 2031.

Pour faciliter la compréhension du texte ci-dessus, les diapositives présentées à l'Assemblée sont insérées ci-dessous :

 Statuts RSSG 14.06 2018	Statuts RSSG 11.11 2021
Art. 7 Organes Les organes de l'association sont : <ul style="list-style-type: none">a) L'assemblée des déléguésb) Le comité de directionc) La commission de district pour les indemnités forfaitairesd) La commission socialee) Le directeur	Art. 7 Organes Les organes de l'association sont : <ul style="list-style-type: none">a) L'assemblée des déléguésb) Le comité de directionc) La commission des prestations médico-socialesd) La commission de district pour les indemnités forfaitairese) La commission socialef) La commission financièreg) Le directeur



Statuts RSSG 14.06 2018

Art. 11 Attributions

L'assemblée des délégués a les attributions suivantes :

- a) elle élit le président, le vice-président et le secrétaire de l'assemblée qui occupent, en principe, les mêmes fonctions au sein du comité de direction. Le président est, en principe le préfet ;
- b) elle désigne l'organe de révision ;
- c) elle élit le président et les membres du comité de direction ;
- d) elle élit le président et les membres de la commission de district pour les indemnités forfaitaires ;
- e) elle élit le président et les membres de la commission sociale ;
- f) elle approuve les comptes, le budget et le rapport de gestion ;
- g) elle vote des dépenses d'investissement, des crédits supplémentaires qui s'y rapportent ainsi que de la couverture de ces dépenses ;
- h) elle décide l'achat, la vente ou l'échange d'immeubles, la conclusion d'emprunts, la constitution d'hypothèques et, d'une manière générale, toutes les dépenses qui, au terme de la LCo, relèvent des assemblées communales ;
- i) elle adopte les règlements nécessaires à la bonne marche de l'association ;
- j) elle surveille l'administration de l'association
- k) elle décide des modifications de statuts ;
- l) elle adopte le règlement concernant l'octroi de l'indemnité forfaitaire ;
- m) elle approuve les contrats conclus conformément à l'art. 112 al. 2 LCo.

Statuts RSSG 11.11 2021

Art. 11 Attributions

L'assemblée des délégués a les attributions suivantes :

- a) elle élit le président, le vice-président et le secrétaire de l'assemblée qui occupent, en principe, les mêmes fonctions au sein du comité de direction. Le président est, en principe le préfet ;
- b) elle désigne l'organe de révision ;
- c) elle élit le président et les membres du comité de direction ;
- d) elle élit le président et les membres de la commission des prestations médico-sociales ;
- e) elle élit le président et les membres de la commission de district pour les indemnités forfaitaires ;
- f) elle élit le président et les membres de la commission sociale ;
- g) elle élit les membres de la commission financière après en avoir fixé le nombre ;
- h) elle approuve les comptes, le budget et le rapport de gestion ;
- h) bis elle exerce les autres attributions de nature financière conformément à la législation sur les finances communales (LFCo) ;
- i) elle vote des dépenses nouvelles, des crédits supplémentaires qui s'y rapportent ainsi que la couverture de ces dépenses ;
- j) ...idem pour la suite (anciennement de h à m)



Statuts RSSG 14.06 2018

Art. 16 Attributions

Le comité de direction :

- ...
- f) décide des dépenses imprévisibles et urgentes, en application des art. 90 et 123 LCo ;
- g) a les compétences d'engager l'association pour les opérations immobilières jusqu'à CHF 200'000 par année ;

Statuts RSSG 11.11 2021

Art. 16 Attributions

Le comité de direction :

- ...
- ~~f) décide des dépenses imprévisibles et urgentes, en application des art. 90 et 123 LCo ;~~
- ~~g) a les compétences d'engager l'association pour les opérations immobilières jusqu'à CHF 200'000 par année ;~~

La commission des prestations médico-sociales

Art. 19 Attributions

¹ En application de l'art. 13 de la loi du 12 mai 2016 sur les prestations médico-sociales et son règlement, la commission des prestations médico-sociales, nommée à titre consultative, soutient l'association en particulier dans ses tâches en lien avec l'élaboration du plan de couverture des besoins et la coordination des prestations médico-sociales.

² L'Association définit les autres tâches de la commission.

La commission financière

Art. 25 Composition

¹ La commission financière est composée d'au moins trois membres, élus par l'assemblée des délégués.



Statuts RSSG 14.06 2018

Statuts RSSG 11.11 2021

² Elle désigne son président et son secrétaire. Ce dernier peut être choisi en dehors de la commission.

³ Elle ne peut prendre de décisions que si elle a été régulièrement convoquée et si la majorité de ses membres sont présents. Les délibérations font l'objet d'un procès-verbal.

Art. 26 Attributions

¹ La commission financière exerce les attributions qui lui sont fixées par la législation sur les finances communales conformément à l'article 72 LFCo. En outre, elle prévoie le règlement des finances.

² Le comité fournit à la commission financière, au moins 20 jours avant l'assemblée des délégués, les documents relatifs aux affaires énumérées à l'article 67 al. 1 LFCo et lui donne les renseignements nécessaires à l'exercice de ses attributions.

³ Le rapport et les préavis de la commission financière sont communiqués au comité au moins trois jours avant l'assemblée des délégués.



Statuts RSSG 14.06 2018

Statuts RSSG 11.11 2021

Art. 25 Désignation de l'organe de révision

L'organe de révision est élu par l'assemblée des délégués.

Art. 26 Attributions

¹ L'organe de révision vérifie si la comptabilité et les comptes annuels sont conformes aux règles de la Loi sur les communes et son règlement d'exécution.

...

Art. 30 Limite d'endettement

a) Investissements

¹ L'association peut contracter les emprunts nécessaires aux frais de construction, de transformation et à d'autres investissements jusqu'à concurrence de 80 millions de francs.

...

III REVISION DES COMPTES

Art. 28 Désignation de l'organe de révision

L'organe de révision est élu par l'assemblée des délégués, **sur proposition de la commission financière.**

Art. 29 Attributions

¹ L'organe de révision vérifie si la comptabilité et les comptes annuels sont conformes **à la législation sur les finances communales.**

IV FINANCES

Art. 33 Limite d'endettement

a) Investissements

¹ L'association peut contracter les emprunts nécessaires aux frais de construction, de transformation et à d'autres investissements jusqu'à concurrence de **140 millions de francs.**

...



Statuts RSSG 14.06 2018

Art. 34 Initiative et référendum

¹ Les droits d'initiative et de référendum sont exercés conformément aux articles 123a et suivants LCo et selon les al. 2 à 5 du présent article.

² Les décisions de l'assemblée des délégués concernant une dépense nouvelle supérieure à CHF 2'000'000 sont soumises au référendum facultatif au sens de l'art. 123d LCo.

³ Les décisions de l'assemblée des délégués concernant une nouvelle dépense supérieure à 20'000'000 sont soumises au référendum obligatoire au sens de l'art. 123e LCo.

⁴ Le montant net de la dépense fait foi, les subventions et participations de tiers n'étant pas comptées.

⁵ En cas de dépense renouvelable, les tranches annuelles sont additionnées. Si on ne peut déterminer pendant combien d'années la dépense interviendra, il est compté cinq fois la dépense annuelle.

Statuts RSSG 11.11 2021

Art. 34 Initiative et référendum

¹ Les droits d'initiative et de référendum sont exercés conformément aux articles 123a et suivants LCo et selon les al. 2 à 5 du présent article.

² Les décisions de l'assemblée des délégués concernant une dépense nouvelle supérieure à CHF 2'000'000 sont soumises au référendum facultatif au sens de l'art. 123d LCo.

³ Les décisions de l'assemblée des délégués concernant une nouvelle dépense supérieure à 20'000'000 sont soumises au référendum obligatoire au sens de l'art. 123e LCo.

⁴ Le montant net de la dépense fait foi, les subventions et participations de tiers n'étant pas comptées.

⁵ En cas de dépense renouvelable, les tranches annuelles sont additionnées. Si on ne peut déterminer pendant combien d'années la dépense interviendra, il est compté **dix** fois la dépense annuelle.



Statuts RSSG 14.06 2018

Art. 35 Modifications des statuts

¹ Toute modification essentielle des statuts, au sens de l'art. 113 al. 1 LCo, n'est possible qu'avec l'accord des $\frac{3}{4}$ des communes, dont la population correspond au moins aux trois quarts de la population de toutes les communes membres.

Statuts RSSG 11.11 2021

VI DISSOLUTION, SORTIE ET MODIFICATIONS DES STATUTS

Art. 38 Modifications des statuts

¹ Toute modification essentielle des statuts, au sens de l'art. 113 al. 1 LCo, n'est possible qu'avec l'accord des $\frac{3}{4}$ des communes, dont la population correspond au moins aux trois quarts de la population de toutes les communes membres.

VII DISPOSITIONS FINALES

Art. 39 entrée en vigueur

Les présents statuts entrent en vigueur au **1^{er} janvier 2022**, sous réserve de leur adoption par l'assemblée des délégués, par les législatifs communaux et leur approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

Art. 40 Abrogation

Les présents statuts annulent et remplacent les statuts du Réseau Santé et Social de la Gruyère adoptés le 14 juin 2018.



Vote :

Le Président donne la parole à l'Assemblée. Celle-ci n'étant pas demandée, le Président soumet ce point de l'ordre du jour au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve par 48 oui, 0 non et 1 abstention la modification des statuts du Réseau Santé et Social de la Gruyère (RSSG).

Le Président remercie l'Assemblée.

5. Approbation de la modification des statuts de l'Association des Ambulances du Sud fribourgeois – Association Secours sud fribourgeois

Le Président présente ce point en commentant les diapositives présentées à l'Assemblée.

En 2021, le Grand Conseil a adopté la loi sur la défense incendie et les secours (LDIS) et celle-ci est partiellement entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2021. Cette loi induit des changements importants au niveau organisationnel, pour le service des ambulances et le service du feu à travers tout le Canton. Cela signifie un regroupement de ces services de secours.

Le Conseil d'Etat a validé le principe de 5 associations de communes et de 38 bases de départ pour assurer la défense incendie et les secours : 1 pour les 3 districts du Sud et 1 pour chacun des 4 autres districts.

Les 52 communes formants l'ASF, par la voix de leur Exécutif, ont toutes approuvé le principe de collaboration. En fait, il s'agit de modifier la structure de l'Association actuelle « Ambulances Sud Fribourgeois » en y intégrant le feu dans une dimension opérationnelle et administrative. La modification des statuts de cette Association a été discutée et approuvée lors de l'assemblée des délégués du 24 février 2022.

Comme lors de toute création d'une association de communes, conformément aux dispositions légales, les législatifs concernés doivent formellement valider les statuts de la nouvelle association appelée «Secours Sud fribourgeois » (ASF).



Préambule

Nouvelle loi cantonale sur la défense incendie et les secours entrée partiellement en vigueur le 1^{er} juillet 2021 déploiera complètement ses effets le 1^{er} janvier 2023 :

- **regroupement des services de secours** des ambulances et du feu
- dimension **opérationnelle et administrative**

- ✓ Création de 5 associations de communes et de 38 bases de départ
- ✓ 1 pour les 3 districts du Sud et 1 pour chacun des 4 autres districts

Les 52 communes formants l'ASF, par la voix de leur Exécutif, ont toutes approuvé le principe de collaboration.

- Modification des statuts de l'Association des ambulances Sud fribourgeois : discutée et approuvée lors de l'assemblée des délégués de l'association des ambulances Sud fribourgeois le 24 février 2022
- Validation des statuts par les Législatifs

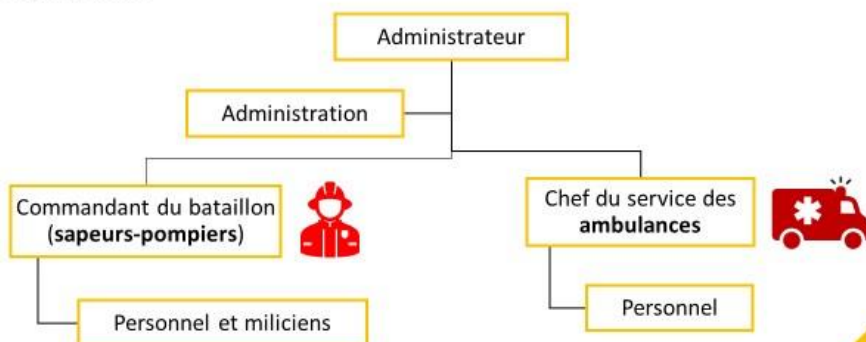
ASF

Au niveau de l'organisation de la nouvelle structure, l'administrateur conduit l'administration et fait le lien pour l'ensemble de l'association avec les services de secours (commandant du bataillon et chef du service des ambulances) qui pilotent leur personnel propre, professionnels et miliciens.



Organisation de la nouvelle ASF

Organigramme



ASF



Le comité de direction est composé d'un préfet et de quatre représentants politiques par district.
Pour le district de la Gruyère, les représentants sont les suivants :

- M. Jérôme Tornare, Conseiller communal à Bulle, représentant du chef-lieu ;
- M. Patrice Jordan, Syndic de Vaulruz, représentant du bassin de La Sionge ;
- M. Boris Sprenger, Conseiller communal à Broc, représentant de la région Grevîre ;
- M. Antonin Charrière, Vice-Syndic de Riaz et délégué auprès des ambulances du sud.

Le comité est présidé par M. François Genoud, Préfet de la Veveyse, et la vice-présidence est assurée par M. Jérôme Tornare.

Commission - Comité

Le comité de direction est composé d'un préfet et de 4 représentants politiques par district.

Représentants pour le district de la Gruyère

- M. **Jérôme Tornare**, Conseiller communal à **Bulle**, représentant du **chef-lieu**
- M. **Patrice Jordan**, Syndic de **Vaulruz**, représentant du **bassin de La Sionge**
- M. **Boris Sprenger**, Conseiller communal à **Broc**, représentant de la **région Grevîre**
- M. **Antonin Charrière**, Vice-Syndic de **Riaz** et délégué auprès des **ambulances du sud**

Présidence : M. François Genoud, Préfet de la Veveyse
Vice-présidence : M. Jérôme Tornare

ASF

Cette nouvelle organisation aura les effets suivants sur l'organisation actuelle du feu pour notre commune : la dissolution de la commission intercommunale du feu réunissant les communes de Botterens-Broc-Gruyères-Le Pâquier et l'intégration du CSPi Grevîre dans la nouvelle organisation de bataillon.

Les bases de départ en Gruyère, c'est-à-dire l'utilisation des locaux du feu existants sont : Bulle, Broc, Grandvillard, Jaun, La Roche, Marsens, Val-de-Charmey et Vaulruz. Le site de Broc devrait même être renforcé à l'avenir, une bonne nouvelle pour nous ! C'est le Conseil d'Etat qui a déterminé la carte opérationnelle et le découpage institutionnel.



Effets sur le CSPi Grevîre

- **Dissolution** de la commission intercommunale du feu
- **Intégration du CSPi Grevîre** dans la nouvelle organisation de bataillon

Bases de départ **en Gruyère** (utilisation des locaux du feu existants) : Bulle, **Broc**, Grandvillard, Jaun, La Roche, Marsens, Val-de-Charmey et Vaulruz

ASF

Comme déjà indiqué, lors de toute création d'une association de communes et conformément aux dispositions légales, l'Assemblée communale doit formellement valider les statuts de la nouvelle association. La présentation des statuts qui suit renseigne sur la nouvelle organisation du Secours Sud Fribourgeois.

Les buts sont les suivants :

- Assumer les obligations qui leur incombent relativement à l'organisation et à l'exploitation des services d'ambulances ;
- Organiser et mettre en œuvre la gestion de la défense incendie et des secours sur les territoires concernés, par la mise en œuvre et le respect des objectifs de performance, l'exploitation des bases de départ du périmètre, la surveillance des bases de départ pour qu'elles soient en tout temps aptes à l'engagement, la contribution financière à la défense incendie et aux secours, la prise en charge d'autres tâches à caractère régional en lien avec les secours et la défense incendie.



Statuts soumis à approbation

Les membres de l'ASF sont les communes des districts de la Gruyère, de la Glâne et de la Veveyse.

Buts

1. **Assumer les obligations** qui leur incombent relativement à l'organisation et à l'exploitation d'un ou de services d'ambulances
2. **Organiser et mettre en œuvre la gestion** de la défense incendie et des secours sur les territoires concerné



ASF



Statuts soumis à approbation

Les organes de l'ASF : l'assemblée des délégués, le comité de direction, l'administration et la commission financière.

L'assemblée des délégués = représentants de chacune des communes membres de l'ASF

Attributions de l'assemblée des délégués

- décider du **budget**, approuver les **comptes** et prendre acte du **rapport de gestion**
- fixer le **montant de la taxe d'exemption**, conformément à l'article 24 des présents statuts
- Décider des modifications de statuts et de l'admission de nouveaux membres
- Décider de la dissolution de l'ASF conformément à l'art.34 des présents statuts

ASF



Statuts soumis à approbation

Attributions du comité

- **diriger et administrer** l'ASF et la représenter envers les tiers
- préparer les **objets à soumettre à l'assemblée des délégués** et exécuter ses décisions
- veiller à l'**exécution des buts** de l'ASF
- établir le **rapport de gestion**
- gérer le **personnel nécessaire**
- veiller à l'**entretien du matériel**
- **facturer les interventions** et assurer le paiement des frais d'intervention

Pour le feu

- **fixer les effectifs du bataillon** ainsi que les soldes des sapeurs-pompiers
- **nommer** le commandant du bataillon et son remplaçant ainsi que les commandants de compagnies, les officiers, les membres de l'état-major et les chefs d'intervention.

ASF

Pour les autres personnes ou entités fonctionnant au sein de l'ASF, il faut encore mentionner l'administrateur, la commission financière et l'organe de révision.



Statuts soumis à approbation

Obligation de servir

- les hommes et les femmes domiciliés sur le territoire des communes membres, quelle que soit leur nationalité, à partir du 1^{er} janvier de l'année de leurs 18 ans et jusqu'au 31 décembre de l'année de leurs 40 ans (possible d'être actif-ve passé cet âge).

Taxe d'exemption pour les personnes non incorporées (prélevée par l'ASF, au travers des communes)

- fixée par l'assemblée des délégués
- à **CHF 200.- au maximum** par personne
- Exemption pour les jeunes de 18 à 20 ans
- Exception de certaines personnes à servir et au paiement de la taxe voir **art 24**

ASF



Statuts soumis à approbation

Finances

Ressources : contributions des communes membres, taxes d'exemption, subventions, recettes d'exploitation, dons/legs et produits (prestations facturées et diverses)

Charges d'entretien

- véhicules de défense incendie et engins d'intervention + renouvellement du matériel nécessaires aux bases de départ

Charges d'investissements

- répartie entre les communes membres en fonction de la population légale

ASF



Statuts soumis à approbation

Finances

Les mesures préparatoires

- Préparer l'**Administration Générale** de l'association
- Définir le nombre et le type **d'employés**
- Engager un **administrateur** et un **cdt bat**
- Reprendre et louer les **casernes** et autres **dépôts**
- Etablir un **budget 2023** des plus fiables

ASF



Les dispositions finales comportent les éléments suivants notamment :

- Aucune commune ne peut sortir de l'ASF avant d'en avoir été membre pendant 20 ans au moins depuis son adhésion initiale à l'ASF ;
- Sous réserve de la législation cantonale, l'ASF ne peut être dissoute que par décision des $\frac{3}{4}$ des voix de délégués des communes membres ;
- Les présents statuts entrent en vigueur à la fin du régime transitoire de la LDIS, après avoir été adoptés par toutes les communes mentionnées à l'article premier et leur approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

Statuts soumis à approbation

Dispositions finales

Aucune commune ne peut sortir de l'ASF avant d'en avoir été membre **pendant 20 ans au moins.**

Dissolution : décision des $\frac{3}{4}$ des voix de délégués des communes membres.

Les présents statuts **entrent en vigueur**

- à la **fin du régime transitoire de la loi** sur la défense incendie et les secours
- après avoir été **adoptés par toutes les communes** mentionnées à l'article premier
- et leur **approbation par la DIAF**

ASF

Vote :

Le Président donne la parole à l'Assemblée en précisant encore que d'après les calculs faits, cette nouvelle organisation ne devrait pas engendrer de charges supplémentaires pour notre Commune par rapport à la situation actuelle. Celle-ci n'étant pas demandée, le Président soumet ce point de l'ordre du jour au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité la modification des statuts de l'Association des Ambulances du Sud fribourgeois (Association Secours sud fribourgeois).

Le Président remercie l'Assemblée.



6. Information sur les modifications relatives aux directives (horaires et tarifs) de l'accueil extrascolaire (AES)

Le Président donne la parole à Karine Kilchoer, Conseillère communale en charge des écoles et de l'AES.

Karine Kilchoer donne quelques informations au sujet des modifications qui vont être opérées pour la prochaine rentrée scolaire au sein de l'accueil extra-scolaire (AES) et de l'école.

Le premier point concerne l'ouverture de l'AES extra-scolaire durant les **vacances scolaires d'été**. En effet, à la suite du questionnaire d'évaluation des besoins qui a été transmis aux parents de la Commune, il en est ressorti que certains parents avaient besoin d'accueil durant les vacances scolaires. Pour répondre à ce besoin, il a été prévu une collaboration entre l'AES du Pâquier et celui de Gruyères dès les prochaines vacances d'été 2022. Les enfants pourront être accueillis en collaboration avec les intervenantes du Pâquier durant une journée entière dans les locaux de Gruyères et, dans la mesure du possible, en extérieur, ceci du 11 au 22 juillet 2022 et du 16 au 24 août 2022. Les journées de garde seront ouvertes si elles sont fréquentées par au moins 10 enfants. Pour l'instant, seule une ouverture durant les vacances d'été est prévue. En fonction du succès et des besoins, une ouverture durant d'autres vacances sera étudiée. Des formulaires d'inscriptions sont disponibles auprès des AES du Pâquier et de Gruyères.

Le deuxième point concerne les **modifications de plage horaire** de l'AES durant la période scolaire. Pour rappel, l'accueil est intimement lié à l'organisation de l'école qui depuis maintenant 1 année ne forme plus qu'un seul cercle scolaire avec Gruyères. Afin de renforcer la collaboration entre les deux sites, d'organiser des activités scolaires de manière rationnelle et surtout de respecter la loi scolaire, une harmonisation des horaires d'école doit être effectuée. C'est pourquoi, dès la rentrée prochaine, l'horaire de l'après-midi va changer sur le site du Pâquier. Les plages de l'AES seront bien entendu adaptées en conséquence ; à savoir : une plage plus longue à midi et une plage plus courte le soir.

Concernant l'Ecole, suite au dernier effectif établi au 15.05.2022 sur l'ensemble du cercle scolaire, une classe sera perdue (il manque 2-3 élèves pour garder la situation actuelle...). Après plusieurs réflexions avec le Directeur d'école, l'Inspecteur scolaire et les Conseillers communaux responsables des écoles, une solution sans transport d'élèves devrait tout de même pouvoir être trouvée. Une information définitive sera transmise aux parents par l'Ecole ces prochains jours et d'ici la rentrée scolaire.

Pour terminer, Karine Kilchoer informe sur l'introduction d'une adaptation des tarifs de garde de l'AES, soit une légère hausse d'env. CHF 1.--/heure de garde. Cette adaptation permet de maintenir une parité dans la prise en charge des coûts entre les parents et la commune. Elle permet également d'avoir une même tarification pour l'ensemble des parents du cercle scolaire. De plus, une nouvelle manière de calculer le revenu déterminant des parents sera mise en place pour mieux tenir compte de la diversité des types de famille qui existent aujourd'hui. Pour répondre à ces situations complexes, le SEJ (Service de l'Enfance et de la Jeunesse) a établi une grille de référence pour calculer le revenu déterminant de manière plus juste et équitable. Elle prend en compte notamment le revenu des deux parents lorsqu'ils ne sont pas mariés, les primes et cotisations aux assurances sociales supplémentaires



ainsi que la fortune. Cette base de calcul est la même que celle utilisée pour le calcul de la réduction des primes pour l'assurance maladie.

Le Président remercie Karine Kilchoer de ces informations importantes et donne la parole à l'Assemblée.

M. Damien Villard demande si les horaires de l'école seront allongés.

Karine Kilchoer répond que les horaires ne seront pas allongés mais décalés vers la fin de l'après-midi (14h10 => 15h50) avec une pause plus longue à midi. Par contre, l'heure de fermeture de l'AES en fin d'après-midi (18h00) n'est pas modifiée.

M. Damien Villard demande si les horaires d'ouverture de l'AES pourraient être élargis le matin et le soir afin de répondre aux besoins des parents qui arrivent plus tard en fin d'après-midi ou/et qui doivent aller travailler tôt le matin.

Karine Kilchoer analysera si des solutions sont possibles.

Mme Chantal Tendon questionne sur la raison de ce nouvel horaire de l'école.

Karine Kilchoer répond que des enfants de Gruyères sont transportés jusqu'à l'école par les TPF sur les lignes de Moléson-village et Broc. Ce sont ces transports publics qui imposent cet horaire.

Mme Patricia Pasquier rapporte qu'elle n'a jamais vu et vécu une pause de midi si longue dans une école. Cette pause est beaucoup trop longue. Cette mauvaise situation engendra un besoin de personnel et donc des coûts supplémentaires pour l'AES durant la pause de midi, car les parents commencent le travail à 13h30 !

Karine Kilchoer répond que c'est la loi qui impose qu'à l'intérieur d'un même cercle scolaire, les écoles doivent avoir le même horaire. De plus, les activités effectuées entre les écoles nécessitent une harmonisation des horaires.

Mme Valérie Jordi demande si l'AES disposera d'assez de moyens (RH et places) pour répondre aux demandes de places supplémentaires liées à cette longue pause de midi.

Karine Kilchoer répond par l'affirmative.

Mme Valérie Jordi demande si l'on doit s'attendre à ce que des demandes soient mises en attente par manque de places/moyens.

Karine Kilchoer répond par la négative.

Le Président confirme que les places sont suffisantes actuellement. Par contre, elles ne sont pas assurées pour l'avenir. Il relate la situation d'autres communes qui doivent mettre de nombreuses demandes en attente. Dans ce cas, une priorisation doit être effectuée en fonction du taux d'activités des parents. Il rappelle aussi que la création de ce cercle scolaire nous a été imposée par l'Etat. Il s'agit donc de toujours trouver des compromis. Ce changement d'horaire a pour avantage d'éviter pour l'instant des transferts et transports d'enfants qui pourraient, a contrario, provoquer de très courtes pauses de midi en raison des horaires des transports.



M. Nuno Tenera demande quel est le nombre d'élèves de Gruyères qui provoquent ce changement en raison de leur obligation de prendre les transports publics. Le cas échéant, il estime qu'il serait anormal que seulement quelques élèves provoquent ce changement pour 90% des familles.

Karine Kilchoer répond qu'elle ne dispose pas de ces chiffres et rappelle que ce sont le Directeur d'école et l'Inspecteur scolaire qui décident les horaires. Le Conseil communal ne peut pas intervenir dans cette décision.

Mme Mirian Jimenez demande si les parents ont un moyen de se « battre » contre ces nouveaux horaires.

Le Président répond que les parents peuvent intervenir auprès du Directeur d'école ou de l'Inspecteur scolaire. Cependant, il faut être attentif à ne pas provoquer une moins bonne solution, par exemple la mise en place de transferts d'élèves !

7. Divers

Avant de répondre aux éventuelles questions, le Président transmet les informations suivantes.

Ces derniers temps, la Commune a fait la une des journaux à plusieurs reprises...

- Tout d'abord, la population des 5'000 écrevisses à pattes blanches du ruisseau de Pra Mélé a fortement diminué, et ceci pour deux raisons : la peste de l'écrevisse et la présence dans l'eau d'un produit phytosanitaire. Si la première de ces raisons ne nous incombe pas, le Président profite de rappeler qu'il faut absolument respecter scrupuleusement les directives mises en place par le Service de l'environnement et de ne rien déverser dans les eaux claires.
- Comme annoncé, notre système de ramassage des ordures ménagères va bientôt changer et des moloks vont être implantés à différents endroits du village. De magnifiques sacs de poubelles de couleur verte avec la photo d'un âne imprimée dessus vont remplacer les vignettes actuelles. Le Président demande donc de ne pas faire de trop grandes réserves de vignettes.
- Il précise qu'un tous-ménages va être envoyé prochainement. La problématique de la peste des écrevisses et le remplacement des vignettes par des sacs poubelle de couleur y seront traités en détail.
- Concernant l'installation d'une patinoire provisoire au Pâquier qui a fait l'objet d'articles dans la presse, la commune a effectivement été abordée par l'Association intercommunale du sport en Gruyère qui est à la recherche d'un terrain pour y implanter une patinoire provisoire, ceci durant 3 mois. Comme le terrain de football va être détruit le printemps prochain, le Conseil communal a accepté de mettre à disposition cet espace durant les mois de novembre 2022 à janvier 2023. Cependant, rien n'est encore décidé et il faudra l'accord de la majorité des communes de la Gruyère qui doivent soutenir financièrement ce projet.
- Le futur parc du Chèrvi a été mis à l'enquête vendredi 20.05.2022, d'où la présence de gabarits sur le terrain de foot. Le Conseil communal se réjouit de mener à terme ce beau projet.



Le Président donne ensuite la parole à l'Assemblée.

M. Dominique Chollet demande si l'augmentation actuelle des coûts des matériaux de construction risque d'engendrer le besoin d'un crédit additionnel pour le Parc du Chèvi.

Le Président répond que nous ne sommes pas à l'abri d'une telle situation, mais que le Conseil communal fera tout pour l'éviter.

M. Philippe Gremaud demande où sont prévues les places de parc pour l'éventuelle patinoire.

Le Président répond que la patinoire provoquera passablement de va et vient de parents qui déposent leur(s) enfants(s). Ceux-ci ne nécessitent pas de places de parc fixes. Le parking de la salle polyvalente sera donc suffisant. De plus, les transports publics sont à proximité.

M. Cédric Fragnière estime qu'un terrain de foot synthétique n'est pas écologique et nécessite un entretien et des mesures de protection (grillages interdisant l'accès) très coûteux. Certaines communes reviennent donc en arrière quant à ce choix.

Le Président répond que le Conseil communal estime qu'il s'agit tout de même de la meilleure solution quant à l'entretien et aux possibilités d'utilisation durant les différentes saisons. Il précise que le terrain sera fermé sur 3 côtés mais qu'il est prévu de le laisser libre d'accès.

M. Nuno Tenera demande à quoi correspondent les dérogations mentionnées dans l'enquête publique du Parc du Chèvi.

Au vu des nombreux détails d'une telle mise à l'enquête, **Le Président** invite M. Tenera à venir consulter le dossier à l'administration communale.

Mme Antoinette Badoud demande si les taxes liées à l'eau ne pourraient pas être abaissées étant donné que ce chapitre comptable présente un taux de couverture de 191 %.

Le Président répond que cette possibilité sera étudiée dans le cadre de la révision prochaine de notre règlement sur l'eau, ceci en tenant compte tout de même que des investissements coûteux vont être faits ces prochaines années à la STEP de Broc, ce qui engendrera des participations financières des communes de la Gruyère membres de l'AICG.

M. Markus Häseli estime que l'installation d'une patinoire est énergivore. De plus, il rend attentif au fait que notre Commune ne dispose pas d'une importante réserve d'eau nécessaire à de telles installations.

Le Président répond que la Commune ne participe pas à l'analyse de toutes ces données techniques. Elle met seulement le terrain à disposition. Les coûts seront partagés entre toutes les communes de la Gruyère.

Monsieur Damien Villard aimerait connaître la date d'introduction de la verbalisation des véhicules mal parqués sur la base du nouveau règlement communal de police. Il prend l'exemple du car parqué toutes les nuits en dessous de l'église pour montrer que la situation mérite d'être réglée.



Claude Pasquier répond que la mise en place de la signalisation relative à l'interdiction de parcage hors-cases dans la commune s'effectuera courant de cette année 2022. Les contrôles et la verbalisation seront faits par une société de sécurité externe, mais elle ne peut pas s'effectuer tant que la signalisation n'est pas posée.

M. Michel Chassot communique ses doutes quant à l'avancement prévu des projets liés au développement des EMS en Gruyère.

Avant de clore cette assemblée, le Président adresse quelques remerciements :

« Tout d'abord des remerciements chaleureux à tout le personnel de l'administration communale. Chers Maya, Fanny, Mélanie, Catherine, Janick, Laurent et Jean-Claude, merci de votre dévouement et de votre efficacité dans la réalisation de vos diverses tâches administratives. Les citoyens apprécient toujours leur passage à l'administration communale. Votre travail consciencieux et votre soutien envers les miliciens que nous sommes est indispensable et fort apprécié. »

Des remerciements tout aussi nourris à nos employés de l'édilité que sont Pierre-Charles, Markus, John et Sylvain, qui se soucient de l'entretien de notre village et de ses infrastructures. Un merci particulier à Pierre-Charles qui va prendre une retraite bien méritée cet automne après plus de 30 ans au service de notre Commune. Comme vous l'avez remarqué dans le dernier bulletin communal, nous devons être la seule commune d'Europe centrale à compter un médaillé olympique dans l'équipe de l'édilité. Bravo Sylvain !

Je remercie chaleureusement tout le personnel de l'AES, représenté ce soir par Yvette Barbey. Vous assumez votre tâche avec bienveillance, empathie et assiduité. Merci pour votre flexibilité !

Merci enfin à mes collègues du Conseil communal avec qui nous travaillons toujours dans un esprit constructif pour le bien de votre commune. Je vous remercie de votre engagement et de votre belle collaboration.

Je vous souhaite une belle fin de soirée et vous propose de poursuivre nos échanges informels autour d'un petit verre ! »

Le Président clôt l'assemblée, il est 21h30.

Le Pâquier, le 23 mai 2022

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Président de l'Assemblée :

Nicolas Gremaud



Le Secrétaire général :

Jean-Claude Duriaux